

SKIKDA

# 124 familles seront relogées dans un centre de transit

**Le projet d'un centre de transit pour reloger les résidents des habitations menaçant ruine s'est vu alloué 6 milliards de centimes au titre du budget primitif 2009.**

Le choix du terrain sera fixé incessamment au niveau du centre-ville de la commune de Skikda. Le nombre de logements prévus varie entre 30 et 50. L'option retenue est la suivante : ils seront de type individuel et en préfabriqué. Celui des familles concernées est de 124 familles. L'idée a germé dans l'esprit des responsables locaux il y a déjà quelque temps. Elle est motivée par deux faits importants et complémentaires.

Le premier, le degré d'avancement de la menace qui touche la plupart des habitations de la vieille ville et, par voie de conséquence, le grand risque auquel sont exposés les locataires. On en recense, selon le wali citant le rapport du CTC, 19 immeubles menaçant ruine où y vivent 124 familles. Le second, l'indisponibilité des logements à caractère social locatif, unique formule en

mesure d'héberger ces habitants. Petit réconfort à ressentir dans les deux années à venir, selon les chiffres donnés par le wali, 3 440 logements sociaux sont en cours de réalisation et 1 150 en voie de lancement. Dans la formule LSP, il est fait référence à 1531 unités en voie d'achèvement et 1 231 sur le point d'être lancées. Par ailleurs, pour booster le secteur de l'habitat, les travaux de construction de 2 100 logements ont été confiés à des entreprises chinoises. Le délai qui a été imparti à leur achèvement varie entre 18 et 24 mois. La population ciblée, ce sont les résidents des sites précaires de Boulekeroua, Bouabaz et le Lac-des-oiseaux. L'annonce de lancement du projet d'un centre de transit a été faite mardi. C'était lors de la quatrième session de l'APW, réservée à l'examen et à l'adoption du BP 2009 et au

dossier du secteur des routes. Un montant de 6 milliards de centimes a été approuvé par les élus. Ces derniers ont applaudi cette initiative. Seulement deux voix dissidentes ont émis des réserves.

La première émane de Bennia, ex-député et vice-président à l'APW. Il a recommandé vivement de ne pas tomber dans les pièges du passé, car, selon son avis, «les précédentes évacuations, relogements et ré-évacuations des indus occupants au sein des différents centres de transit implantés à travers le territoire de la wilaya ont été assez musclées et se sont déroulées dans des conditions désastreuses». Il ajoutera : «Je préfère l'option d'accorder des aides aux concernés, en plus des dispositifs étatiques déjà existants, ou celle consistant à bâtir un immeuble en dur afin de reloger graduellement ceux qui en ont besoin.»

La deuxième est celle de Laïfa Razika, qui a émis des réserves quant à l'importance du fait du non-relogement de

16 familles, anciennement hébergées au sein du centre de transit de la localité de Hamrouche-Hamoudi, actuel siège de l'Entreprise de transport urbain de Skikda.

En conclusion, le wali exhortera l'assistance à tirer les leçons du passé. Au sujet des familles non relogées, il dira : «Toutes les familles concernées ont été relogées. En revanche, celles qui ont eu par le passé et l'ont revendu, ne peuvent encore en bénéficier. Nous avons diligenté une enquête, vous pouvez accéder aux documents pour en avoir le cœur net.»

Le projet d'un centre de transit aura pour objectif le relogement à titre provisoire des locataires des habitations les plus menacées. Selon le wali, son exploitation se fera en fonction du danger détecté ou signalé. Mieux encore, il est prôné une démarche à caractère anticipatif pour prévenir les risques pouvant engendrer des effondrements ou des affaissements des planchers.

Zaïd Zoheir

## Fin de contrat pour près de 400 contractuels de l'APC

**Bonne et mauvaise nouvelle pour près de 400 contractuels de l'APC. Commençons par la bonne. L'APC de Skikda a dégagé 3 milliards de cts destinés à la régularisation des arriérés de salaire de 6 à 9 mois.**

La décision a été adoptée lors de la session extraordinaire, tenue samedi 27 décembre, et réservée notamment à l'installation du nouveau vice-président de l'urbanisme, Salah Laâkikza, en remplacement de Benhamitcha Saïd, démissionnaire. L'enveloppe dégagée est inscrite dans le cadre du plan de gestion 2008 ! Qui a été élaboré très en retard. L'APC, au cours de sa première année de mandat, a inversé la donne : elle a recruté puis adopté le plan de gestion ! En ignorant ses dotations budgétaires, la municipalité a procédé à l'un des recrutements les plus massifs et hâtifs de son histoire. La mauvaise. C'est la mise

de fin de fonction signée par le P/APC mercredi 31 décembre. Les contractuels n'ont pas encore savouré leur rémunération qu'ils ont déjà pris la porte.

Une purge impressionnante dans les administrations et institutions culturelles relevant de la commune est à signaler. Elle a touché 18 personnes travaillant à plein temps et plus de 400 recrutées au titre de MOT (man?uvres ordinaires des travaux). Le sort de ces contractuels demeure mystérieux, comme l'a été leur régularisation. Quoique le P/APC ait promis à une centaine de jeunes leur reconduction. C'était samedi dernier, lors d'un rassemblement devant l'hôtel de ville. Il n'en demeure pas moins que ces recrues communales se appelleront toujours des lenteurs bureaucratiques ayant prévalu le jour de leur affectation à l'adoption de l'enveloppe financière destinée à leur régularisation. Neuf mois se sont écoulés, période durant laquelle elles

ont éprouvé toutes les peines du monde à surmonter leurs difficultés financières. Les fêtes nationales et religieuses, la rentrée scolaire et autres dates à caractère dépensier en ont accentué la donne.

Le plan de gestion 2009, élaboré par le P/APC, le secrétaire général de la commune et le directeur des ressources humaines sera finalisé incessamment. On ne sait pour le moment si les responsables concernés procéderont à une reconduction des effectifs ou d'une partie seulement, ou carrément à un rafraîchissement du personnel. L'avenir nous le dira.

A titre d'information également, cette purge n'a de pareille dans l'historique de l'APC que celle initiée il y a de cela 8 ans par l'office communal de la culture et du tourisme. Opération qui a ciblé à l'époque 187 employés recrutés comme agents polyvalents.

Z. Z.

MASCARA

## Affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux

**Il été procédé durant les mois de novembre et décembre à l'affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux au niveau des huit communes de la wilaya que sont Kharouia, Sig, Mohammadia, Oggaz, Hachem, Mocta Douze, Alaïmia et Tahana.**

Ces listes préliminaires, en attendant l'étude par la commission de wilaya des recours, font état de 732 bénéficiaires et dans ces situations bien sûr, chaque postulant au logement

dont la demande n'a pas été satisfaite affichera son mécontentement. Les demandeurs sont nombreux mais l'on retiendra que globalement et comparativement à certaines années,

l'affichage n'a pas généré de débordements et certaines APC l'ont ainsi confirmé. Du côté de l'administration qui avait affiché la volonté de décourager les fraudeurs, l'on nous aura déclaré que les recours seront étudiés en toute transparence et dans la sérénité. A-t-on évolué dans la gestion des demandes d'attribution de logements qui a, par le

passé, fait dans le clientélisme et le tribalisme qui avaient fait des ravages et les APC avaient été discréditées.

Face à ce qui avait été connu comme dépassements, le wali avait décidé l'annulation de 84 attributions jugées à l'époque de complaisance. C'était durant le début des années 2000.

M. Meddeber

## SÉTIF Encore une victime du monoxyde de carbone

Encore une victime du monoxyde de carbone

Un jeune homme âgé à peine de 20 ans est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi après l'inhalation de monoxyde de carbone suite à une fuite de gaz brûlés d'un appareil de chauffage dans son domicile dans la commune d'Ouled Saber à l'ouest de la ville de Sétif.

Selon des sources médicales, une autre personne, à savoir l'ami de la victime, âgé de 30 ans, a été évacuée vers les urgences médicales du CHU de Sétif. Ses jours ne seraient plus en danger.

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de ce drame. Notons que plusieurs cas d'asphyxie par monoxyde de carbone ont été enregistrés ces derniers jours dans la wilaya de Sétif.

## Suicide d'une mère de cinq enfants

Une mère de cinq enfants, âgée de 38 ans, a mis fin à ses jours en se pendant à l'aide d'une corde au plafond de sa chambre au domicile conjugal à Bougaâ, au nord-est du chef-lieu de wilaya.

Le corps sans vie de la victime, qui ne souffrait, selon des sources bien informées, d'aucun trouble psychologique, a été découvert quelques heures plus tard.

Alertés par des membres de sa famille, les éléments de la police ont aussitôt ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de ce drame qui a mis en émoi toute la population de la région.

## Incendie criminel

Un incendie s'est déclaré dans la matinée de jeudi dernier dans une maison individuelle à la cité Tlidjène (ex-Beaumarché). Détruite à hauteur de 80%, la maison appartient à une octogénaire vivant seule.

Selon les premières informations, des objets de valeur ont été volés.

Les éléments de la police ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de cet acte criminel.

Imed Sellami